

Malawi, un modèle agricole pour l'Afrique ?

Le Malawi a connu une grave famine en 2005, suite à de mauvaises récoltes et des difficultés d'importation du fait de son enclavement. L'État a alors décidé de lancer un programme de subvention des coûts de productions agricoles vivrières (notamment engrais), contre l'avis des bailleurs et notamment de la Banque mondiale. Un an après, le pays doublait sa production, dépassant la demande nationale. Le gouvernement a alors mis en place un mécanisme de stockage à grande échelle. Il envisage maintenant d'investir dans la formation technico-économique des producteurs. Depuis 2006, le Malawi connaît une croissance positive, de 7 % en 2007, largement imputée à son développement agricole alors que le budget agricole représente 14 % du budget national. En 2008, le coût de ce programme a doublé suite aux hausses des prix des engrais et du pétrole. Cependant le pays est convaincu que les bénéfices engendrés, notamment en économie d'importation, sont supérieurs aux coûts, en particulier face aux incertitudes pesant sur les marchés de demain. Devant ce succès, les bailleurs se bousculent pour participer à son programme de subvention et capitaliser sur cette *success story*, modèle possible pour de nombreux États voisins.

Cette trajectoire du Malawi est révélatrice à plusieurs titres :

1/La réussite d'une remise en cause du dogme du Consensus de Washington

Le cas du Malawi est régulièrement utilisé pour illustrer l'échec des plans d'ajustement structurel qui prônent notamment un désengagement de l'État et un arrêt des programmes de subvention.

2/Un excellent exemple de l'impact du développement agricole sur la croissance globale, déjà promu par le rapport sur le développement de la Banque mondiale en 2008.

3/Un exemple de subvention aux engrais certes, mais adossé à des instruments de régulation de marché (stocks)

Le Malawi a connu des excédents très importants. Ce type d'excédents, notamment dans des pays enclavés où l'écoulement est difficile, peut mener à des effondrements de prix qui affectent les revenus des agriculteurs, particulièrement ceux n'ayant pas bénéficié de subventions. Par ailleurs, le Malawi ne reste pas à l'abri d'un événement climatique extrême et donc d'une chute de la production.

4/Des risques et limites à ne pas oublier

Par le passé, les politiques de stockage à grande échelle se sont souvent révélées coûteuses et risquées. On peut donc se poser la question de la pérennité de cette politique si elle ne s'adosse pas à d'autres instruments de régulation de marché.

Le coût du programme de subvention représente 65 % du budget agricole. Dans un contexte de fonds limités et d'augmentation du coût des engrais, on peut se demander quelle part reste pour des investissements à plus long terme (éducation, infrastructures) afin d'améliorer la productivité agricole.

Si la production a doublé, il faut se poser la question des impacts sur les revenus agricoles et la pauvreté, cause d'insécurité alimentaire même en cas d'excédents agricoles (cas de l'Inde). Or, certaines critiques dénotent que le programme a échoué à s'adresser aux plus pauvres, jugés moins aptes à permettre ce boom agricole.

Marie-Aude Even

Chargée de mission Agricultures du monde
Sous-direction de la Prospective et de l'Évaluation